



RAPPORT DE LA TABLE RONDE

République centrafricaine:

Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaire en cas d'urgence complexe

5-6 février 2014, Yaoundé, Cameroun



FEVRIER 2014

Contenu

Acronymes	3
1. Contexte.....	4
2. Objectifs de la table ronde.....	4
3. Vue d'ensemble de la crise et de la situation des médias en matière d'information et de communication humanitaires	6
4. L'impact régional de la crise du point de vue des médias	8
5. Les principaux défis pour le secteur des médias.....	9
6. Les principaux défis pour l'information et la communication humanitaires	14
7. Initiatives actuelles et prévues en RCA.....	16
8. Recommandations préliminaires – soutien aux médias	13
9. Recommandations préliminaires – l'information et la communication humanitaires	20
Annexes.....	22

Acronymes

AFPC	Association des Femmes Professionnelles de la Communication
ARC	Association des Radios Communautaires de Centrafrique
BBG	Broadcasting Board of Governors
CDAC	Communicating with Disaster Affected Communities
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
CNT	Conseil National de Transition
CSJ	Journalisme sensible aux conflits
FH	Fondation Hirondelle
FPU	Free Press Unlimited
GEPPIC	Groupement des Editeurs de la Presse Privée Indépendante
HCC	Haut Conseil de la Communication (High Council for Communication)
HRW	Human Rights Watch
ICRC	International Committee of the Red Cross
IDP	Internally displaced person
IPE	Institut Panos Europe
IVR	Interactive voice response
LRA	Lord's Resistance Army
MPJ	Maison de la Presse et des journalistes
OMCA	L'Observatoire des Médias Centrafricains
ONU	Organisation des Nations Unies
RCA	République centrafricaine
REMASTP	Réseau des médias africains contre le sida, la tuberculose et le paludisme
RFI	Radio France Internationale
RJDH	Réseau des journalistes pour les droits de l'homme
RNL	Radio Ndeke Luka
RSF	Reporters sans Frontières
SFCG	Search for Common Ground
UJCA	L'Union des Journalistes Centrafricains
VOA	Voix d'Amérique

1. Contexte

Les journalistes centrafricains risquent leurs vies en essayant d'informer leurs compatriotes dans des conditions de sécurité et techniques les plus pires. Même avant le conflit actuel, les médias centrafricains ont été confrontés à des conditions difficiles. IREX a indiqué dans son *Media Sustainability Index* que:

« Les professionnels des médias en République centrafricaine continuent à subsister malgré la dégradation des conditions de travail, les budgets de fonctionnement maigres, la vétusté des installations, et les obstacles techniques à la diffusion de leurs rapports. Ils font face à des tactiques de harcèlement du gouvernement, des suspensions, et autres moyens de dissuasion, en particulier en ce qui concerne les problèmes récurrents du pays, à l'instar de la corruption et du banditisme dans le sud-est. Tous ces facteurs compliquent la scène médiatique et créent un environnement largement insoutenable pour la presse. »¹

La situation actuelle change d'heure en heure et, étant donné qu'il y a près d'un million de personnes déplacées, la situation humanitaire est critique. En outre, les médias devraient jouer un rôle clé en fournissant des informations à la population. Comme l'a dit un participant de la table ronde: « *l'information en temps de crise doit être considérée au même titre que l'eau et la nourriture* ». ²

En raison des défis auxquels font face les médias dans leur quête d'informations précises sur les besoins du secteur et vu l'importance de réunir les principaux acteurs intéressés, IMS et l'Institut Panos Europe ont organisé une table ronde de deux jours à Yaoundé, au Cameroun, afin de répondre aux besoins du secteur des médias et de celui de l'information et la communication humanitaires en RCA.

2. Objectifs de la table ronde

IMS et Panos Europe se sont associés afin d'organiser la réunion régionale avec les acteurs des médias en RCA et les organisations internationales d'appui aux médias ainsi que des organisations humanitaires. Cette table ronde qui s'est tenue durant deux jours a réuni des représentants des principales organisations et institutions médiatiques de la RCA ainsi que des représentants d'organisations internationales opérant actuellement en RCA pour l'appui aux médias. L'objectif était de répondre aux besoins de soutien des médias en information et en communication humanitaires, et de réfléchir à la coordination internationale.

Les objectifs spécifiques étaient entre autres de:

- » Réunir des partenaires locaux et internationaux afin d'identifier et de hiérarchiser les besoins de la communauté des médias locaux en RCA
- » Réunir des partenaires locaux et internationaux afin d'identifier et de hiérarchiser les besoins pour s'assurer que l'information et la communication humanitaires adéquates atteignent ceux qui en ont le plus besoin
- » Coordonner le développement des médias et des efforts en information et en communication humanitaires en RCA
- » Identifier les implications régionales de la situation actuelle en RCA

¹ IREX, "Central African Republic Media Sustainability Index", 2012. <http://www.irex.org/resource/central-african-republic-media-sustainability-index-msi>, p. 57.

² Khonde

- » Démontrer le soutien à la communauté des médias de la RCA

En raison de l'insécurité persistante à Bangui, la réunion a eu lieu à Yaoundé au Cameroun (sur recommandation d'experts locaux). Les représentants des médias centrafricains ont rejoint Yaoundé avec un vol UNHAS. Afin de faciliter la coordination au Cameroun, IMS et Panos Europe ont travaillé en collaboration avec l'organisation camerounaise, *Journalistes d'action, Femmes de cœur* (JAFEC), une association de femmes professionnelles des médias.

Des invitations pour participer à la table ronde ont été adressées à des associations et des intervenants clés des médias en RCA, ainsi qu'aux organisations de soutien aux médias internationaux opérant dans le pays. De même, les organisations humanitaires, y compris les membres du réseau *Communicating with Disaster Affected Communities* (CDAC) ont été invitées. Un nombre restreint d'associations de médias au Cameroun y ont également pris part.³

La table ronde comportait cinq parties:⁴

- » Vue d'ensemble de la crise et de la situation des médias ainsi que l'information et la communication humanitaires
- » L'impact régional de la crise – du point de vue des médias
- » Les principaux défis pour le secteur des médias
- » Les principaux défis pour l'information et la communication humanitaires
- » Initiatives en RCA menées par les organisations internationales de soutien aux médias

3. Vue d'ensemble de la crise et de la situation des médias en matière d'information et de communication humanitaires

Selon un des participants, la situation en RCA est aujourd'hui « catastrophique » et constitue « une crise totale ». En effet, il est évident que le conflit actuel est d'une horreur incomparable aux précédents. Il affecte grandement le secteur des médias, touché tout comme les autres secteurs du pays.

Bien que la crise actuelle ait débuté officiellement en décembre 2012, ses origines sont plus anciennes et plus complexes remontant à l'époque de la colonisation. Pourtant, il y a eu un changement dans la façon dont la crise actuelle en RCA est à la fois perçue et couverte en particulier aux niveaux régional et international où elle est plus souvent *présentée comme étant une crise religieuse* - musulmans contre chrétiens. Les médias locaux n'ont pas été à l'abri et ont été fortement mis en danger dans la couverture de la crise, notamment les stations de radio confessionnelles.

Bien qu'il y ait d'énormes défis pour rendre les médias opérationnels après la récente aggravation de la crise, il est important d'avoir un regard historique sur le développement des médias en RCA. Depuis de nombreuses années, l'on note la persistance de *problèmes structurels dans les médias*. Alors que certains de ces défis (normes professionnelles et déontologiques faibles) ne sont pas directement liés à la crise actuelle, d'autres ont clairement été exacerbés par ladite crise.

³ Voir la liste des participants en annexe IV.

⁴ Voir l'agenda en annexe III.

La crise actuelle a entraîné à la fois un renforcement de *l'autocensure*, la *politisation de l'information et la désinformation*: Bangui est communément appelée « la ville de rumeurs ». Manifestement, il y a un besoin évident pour les journalistes de gérer l'information de manière très attentive. Qu'à cela ne tienne, il y a un besoin réel pour des structures régulatrices ainsi que des organes de surveillance des contenus médiatiques. Pour le moment, si les structures existent, elles ont des difficultés à exercer leur métier, en réalité.

Un exemple qui illustre cette situation fut la discussion portant sur l'utilisation du mot « génocide ». Les Centrafricains ont rapidement observé que l'utilisation de ce terme pouvait davantage enflammer la situation et entraîner des conséquences funestes en RCA, en ce compris l'accroissement du risque d'un véritable génocide.

La Séléka a très vite considéré les médias comme une menace. C'est l'une des raisons pour lesquelles *les chaînes de radio locales ont été rapidement les cibles* de pillage quand d'autres ont été tout simplement détruites.

En outre, il y a eu un *effondrement total des institutions étatiques* car les Centrafricains n'avaient plus confiance dans les institutions judiciaires et sécuritaires, par exemple. Cela a, dans certains cas, mis une pression supplémentaire sur les chaînes de radio sur lesquelles incombe le devoir de remplir le vide créé par l'Etat déficient. Par exemple, la Radio Ndeke Luka a fortement été sollicitée par les personnes traumatisées qui se sont rapprochées de la station afin d'obtenir de l'aide. Face à cette situation, la station a préféré les orienter vers les institutions qui pourraient leur fournir une aide psychologique. Selon un journaliste, « les autorités ont tout simplement disparu. »

Le *manque de sécurité* a nuit et nuit encore sérieusement aux efforts de collecte d'informations dans un environnement déjà assez difficile, notamment pour les femmes journalistes confrontées aux dangers du terrain. Les problèmes sécuritaires ont, en partie, conduit à un manque d'accès à l'information en temps réel, malgré un besoin impérieux de donner aux populations la possibilité de rapporter sur leurs conditions de vie et leurs besoins. Les difficultés rencontrées par les journalistes pour accéder à des zones en dehors de Bangui entraînent également des graves conséquences sur le reportage. Toutefois, l'on s'interroge si l'accès à l'information est le problème majeur ou s'il s'agit tout simplement d'un manque d'informations par rapport aux sources de certains types d'informations. Il est probable que ces défis sont tous deux responsables de la situation décrite ci-dessus.

Il faut être attentif au fait que les *opérateurs médias internationaux* travaillent principalement avec la radio et la quasi-totalité à travers le même partenaire local, l'Association des Radios Communautaires (ARC). Il a été suggéré que les opérateurs internationaux se réunissent et coordonnent leurs efforts pour éviter les doubles emplois et afin de s'assurer que les partenaires locaux ne sont pas surchargés.

L'on peut s'attendre à ce que *la crise humanitaire s'aggrave*, avec la propagation des maladies (le VIH/sida a été mentionné, mais d'autres sont également probables), qui mériteraient bien sûr une attention particulière, et où les médias pourraient jouer un rôle important dans les efforts de prévention. Il est également important d'avoir de plus amples informations sur ce que font les organisations humanitaires et sur les possibilités de travailler avec les journalistes, tant à l'intérieur de Bangui et sur le terrain, de recueillir des nouvelles et des informations.

Dans la *planification des activités futures d'appui aux médias et celles concernant l'information et la communication humanitaires*, il serait important de prendre en compte la phase de transition de 18 mois et les élections prévues en février 2015. Les élections vont exiger une couverture de qualité de la part des médias. En outre, les citoyens devraient être encouragés à y participer. Cependant, il est évident que la plupart des problèmes auxquels est confronté le secteur de médias centrafricains ne sont pas nouveaux. Cela étant, en plus de répondre aux besoins immédiats, il est essentiel d'avoir un soutien qui tient également en compte les besoins à long terme. L'un des

participants a déclaré « *Nous avons tendance à penser à la réponse d'urgence, mais nous devrions également nous concentrer sur la durabilité à long terme* ».

4. L'impact régional de la crise – du point de vue des médias

Il y a, cependant, des aspects supplémentaires dans le contexte plus large qui devraient être considérés lors de l'examen des défis dans la RCA concernant les médias et l'information et la communication humanitaires. L'un d'eux est la dimension régionale et géopolitique de la crise et l'implication de la presse régionale dans la couverture de la crise.

Au fil des années, la RCA a accueilli des réfugiés en provenance des pays tels que le Tchad, l'Ouganda et le Soudan du Sud, alors que la crise récente a vu les réfugiés centrafricains s'enfuir vers le Cameroun, le Tchad, le Congo-Brazzaville et la RDC. En outre, historiquement, beaucoup de Séléka provenaient du Tchad. D'autres groupes rebelles, comme l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) ont traversé la frontière vers les régions limitrophes de la RCA. Ainsi, il est difficile de dissocier la crise actuelle en RCA des pays voisins ainsi que la façon dont ces questions sont traitées aux niveaux national et régional.

Il est important d'envisager *une perspective sous régionale dans la couverture des nouvelles du conflit* étant donné que la plupart des pays de la sous-région ne sont pas simplement des spectateurs, mais sont touchés de manière quotidienne par ce qui se passe dans le pays voisin. Cela était évident lors de la réunion de Yaoundé, qui a offert une occasion idoine pour les journalistes camerounais et centrafricains de se rencontrer et d'échanger sur la question.

Cependant, il est très difficile pour les médias au Cameroun (et ailleurs dans la sous-région) d'assurer la couverture de la crise en RCA. Des problèmes de sécurité et de mobilité existent et les journalistes reçoivent peu d'informations de la part de leurs collègues centrafricains, en plus du manque d'accès direct aux médias en RCA.

Pour illustrer cette absence de circulation sous régionale et démontrer son importance pour éviter tout préjugé, il y a eu quelques exemples récents de *travail journalistique transfrontalier*, notamment celui mené par l'Institut Panos Europe dans la région des Grands Lacs. Les synergies médiatiques transfrontalières, la production conjointe d'information et la disponibilité de l'actualité sur une plateforme internet peuvent réellement contribuer à l'apaisement des tensions.

Une suggestion était d'utiliser ce travail comme un exemple et, au moins à court-terme, d'organiser les journalistes pour répondre au-delà des frontières pour discuter de la crise et la façon de le couvrir. Une option à plus long terme pourrait être de *créer des réseaux sous-régionaux* de journalistes.

5. Les principaux défis pour le secteur des médias

Il est évident que le secteur des médias a énormément souffert au cours des 15 derniers mois, c'est-à-dire depuis décembre 2012. Les médias à travers le pays ont été pillés et, dans certains cas, complètement détruits. Les journalistes sont menacés, la mobilité a été considérablement entravée et la sécurité reste une préoccupation constante – ce, couplé avec un secteur des médias qui se trouvait déjà dans une situation désespérée avant le conflit actuel.

Comme dans de nombreux pays, les meilleurs journalistes ont tendance à quitter la profession pour des emplois mieux rémunérés et plus stables. Par conséquent, il y a une demande constante pour la formation ainsi que la sécurité d'emploi, un meilleur salaire et une formation en gestion. Les questions de durabilité et de gestion qui sont en fait liées constituent également des thèmes courants.

Dans les lignes qui suivent sont recensés les principaux défis identifiés lors de la table ronde par rapport au secteur des médias en République centrafricaine.

5.1 Cadre législatif et réglementaire

La législation relative aux médias en RCA existe mais nécessite des adaptations, compte tenu de lacunes réglementaires importantes. Le Haut Conseil de la Communication (HCC) fonctionne au ralenti, même s'il n'a pas été dissout de manière officielle. Il a été rappelé l'importance de tels organismes de régulation – mais aussi d'autorégulation – en période de crise, afin de surveiller les contenus des médias. Il est évident qu'il doit y avoir une réflexion sur la *réorganisation et la reconstitution du HCC*. Dans le passé, les décisions prises par le HCC n'ont pas été acceptées par la communauté des médias et par conséquent il y a lieu d'aborder la question de la légitimité. De ce fait, il s'avère nécessaire d'impliquer les médias lors de la reconstitution du HCC. Il est nécessaire de rendre cet organisme le plus indépendant possible des autorités afin que son travail soit neutre, professionnel et accepté par les organisations représentant les médias comme l'OMCA, l'UJCA et le GEPPIC.

Il est également important de poursuivre l'autorégulation des médias. C'est l'une des compétences de l'*Observatoire des Médias Centrafricains (OMCA)*. Toutefois, si la structure existe, elle n'est pas suffisamment opérationnelle. L'OMCA devrait être un observateur attentif de l'actualité et interpellé les journalistes et leurs médias de chaque dérive professionnelle, notamment celle relative aux discours de haine, par exemple.

Parmi les suggestions pour relever ces défis figuraient la réhabilitation du HCC et le renforcement de l'OMCA ainsi que la nécessité de rétablir la carte de presse.

5.2 Sécurité

Un autre défi permanent pour les opérateurs des médias en RCA reste celui de la *sûreté et de la sécurité*. Depuis décembre 2012, la plupart des journalistes ont reçu des menaces. Elles ont été encore plus virulentes après la prise du pouvoir par la Séléka en mars 2013. Il y a eu des tentatives d'assassinat et des tortures mais aucun assassinat de journaliste n'a été enregistré jusque-là. La mobilité et la capacité de voyager pour couvrir à la fois la crise et fournir des informations utiles humanitaires sont gravement entravées par l'insécurité continue. Par ailleurs, il y a eu une augmentation des incidents de sécurité avec au moins une journaliste d'une radio catholique fortement torturée au début de la crise en décembre 2012 et qui souffre jusqu'alors des conséquences d'un lourd traumatisme. D'autres journalistes ont été obligés de fuir le pays à cause des menaces soit des Seleka ou des anti-balaka. Les journalistes qui parviennent à aller sur le terrain le font sans dispositifs de protection appropriés et sans avoir reçu une formation quelconque sur la manière de se comporter dans un environnement hostile. Par conséquent, ils sont exposés à des risques assez importants.

Il a été proposé que les médias individuels soient équipés de dispositifs de protection appropriés et que des gilets pare-balles soient disponibles à Bangui. Il faudrait également assurer le renforcement des capacités des journalistes en matière de couverture de conflits et mettre à leur disposition des manuels sur la question.

5.3 Radio

Plusieurs chaînes des radios à travers le pays ont été pillées ou complètement détruites lors des violences survenues en 2013. Sur la vingtaine de radios existantes, actuellement, seule une poignée (7 à 10) est en mesure de diffuser avec des moyens de productions fortement affaiblis par les pillages. Certaines zones reculées du pays ne bénéficient d'aucune source d'information. Radio Ndeke Luka, RFI et VOA sont actuellement les chaînes les plus fiables en matière d'information.

Presque toutes les chaînes des radios en RCA sont confrontées au problème de la *viabilité financière*. Cette situation est en partie due au fait qu'elles ont été créées par des donateurs extérieurs plutôt que par les communautés elles-mêmes qui pourraient (et devraient) assurer leur développement, leur viabilité dans le temps ainsi que l'instauration d'un sentiment d'appartenance au sein de la communauté. A cet égard, il est nécessaire d'assurer un *engagement accru auprès des communautés* dans lesquelles elles opèrent. En outre, il est important de noter la difficulté que confronte bon nombre de ces stations afin de conserver leurs ressources humaines formées au préalable. Celle-ci, couplée avec *l'instabilité des « Comités de gestion »* qui ne sont pas du tout impliqués de façon adéquate dans le fonctionnement et la gestion des stations.

L'afflux des organisations internationales met également une pression importante sur les chaînes des radios (et les associations) alors qu'elles ont déjà une capacité assez limitée. Le défi de la coordination et la collaboration avec plusieurs partenaires internationaux, dont certains sont arrivés sur la scène en même temps, préoccupe les acteurs locaux qui estiment que le travail effectué ne sera pas bénéfique pour les chaînes des radios à la longue.

Il y a un certain nombre de *chaînes de radios religieuses*. Cependant, elles ont trop peu ou pas assez d'expérience dans la gestion des chaînes de radios. Certains font valoir que, étant donné que la crise actuelle a des dimensions religieuses, il pourrait s'avérer problématique de travailler avec les chaînes confessionnelles. Cependant, il est crucial d'accorder une attention particulière à ces chaînes et de voir le rôle qu'elles pourraient jouer dans le rapprochement ou l'éloignement des peuples.

Un certain nombre de suggestions afin de faire face à ces défis ont été proposées. Le besoin de rééquiper les chaînes qui ont été détruites ou endommagées est évident. Il est également nécessaire de mettre en place de nouvelles chaînes dans les zones sans couverture. Il existe aussi un besoin de renforcement des capacités dans de nombreux domaines, y compris dans la gestion et la durabilité, la couverture des conflits, la programmation et le développement des programmes. Une participation accrue des collectivités locales a également été proposée ainsi que la coordination entre les exécutants internationaux et l'établissement d'un fonds pour soutenir les radios.

5.4 Télévision

A Bangui, 8 personnes sur 10 ont accès à un poste télévision avec la plupart suivant la télévision par satellite⁵, moyennant la disponibilité de l'électricité. Pour l'instant, *seule une chaîne de télévision (gérée par l'Etat) est opérationnelle*, bien qu'elle ait été pillée et ne dispose plus que deux caméras et aucun véhicule. L'on ne pourrait savoir l'état actuel du matériel. Les médias d'Etat ont également été cités comme étant problématiques dans la mesure où ils ne traitent que le point de vue du gouvernement, et de ce fait n'inspirent probablement pas la confiance du public.

Il semble également y avoir certains matériels de télévision actuellement logés au sein d'une chaîne de radio soutenue par les Italiens, bien qu'aucun des personnels de ladite chaîne ne dispose du savoir-faire technique nécessaire pour faire fonctionner ledit matériel.

⁵Etudes d'audience IMMAR.

Tenant compte de ces défis, il a été recommandé d'élargir le secteur télévisuel afin d'y inclure d'autres médias en dehors de la télévision d'Etat. Cependant, compte tenu de sa capacité à atteindre une grande partie de la population, il s'avère donc nécessaire de rééquiper la télévision d'Etat, afin qu'elle puisse effectivement redémarrer la diffusion.

5.5 Presse écrite

Quelques 60 journaux existent sur le papier, dont environ 20 apparaissent de manière semi-régulière avec 7 quotidiens et un seul kiosque à Bangui vendant des journaux. *Le tirage de ces journaux est très faible* et ne dépasse généralement pas plus de 200 exemplaires. Cependant, la création de ces journaux a été faite de manière désordonnée avec *peu de réglementation*, et selon un participant « même sans un diplôme universitaire, vous pouvez lancer un journal ». Les conséquences de ceci sont alors évidentes à la fois dans le contenu et dans la gestion.

Aujourd'hui, la presse écrite a en fait disparue - tous les ordinateurs et matériels ont été pillés. Même avant la crise actuelle, le secteur de la presse écrite avait déjà été touché car il ne reçoit aucune subvention du gouvernement bien que prévu par la loi en vigueur.

Cependant, il est important de noter que les articles traitant des questions politiques sont lus (et partagés) à Bangui principalement par les personnes âgées, les lecteurs éduqués et les expatriés. *La pertinence de la presse écrite comme un moyen de débat* et d'échange d'opinions est important étant donné que les journaux sont cités à la radio pendant les « revues de presse » et partant peuvent susciter le débat. Il faut noter aussi que tous les faiseurs d'opinion à Bangui font beaucoup recours à la presse écrite et souvent la manipulation de la population passe par ce canal.

Cependant, il faut noter qu'il y a des défis au niveau de la presse écrite : *le faible niveau des normes professionnelles et déontologiques* a entraîné des cas de diffamation, par exemple, ce qui conduit éventuellement à un manque de crédibilité et dans le pire des cas à un manque de confiance.

Plusieurs suggestions ont été faites pour résoudre certains de ces problèmes, y compris la nécessité d'encourager les exécutants internationaux (et les bailleurs de fonds) de soutenir la presse écrite et de fournir un bureau aux organisations locales telles que le GEPPIC. Le secteur pourrait également être soutenu à travers la distribution des journaux à l'intérieur du pays, ainsi que par des exonérations fiscales et la facilitation d'accès aux matériels d'impression efficaces. Enfin, il a été suggéré d'encourager les éditeurs à fusionner leurs publications et à coopérer afin qu'il y ait moins de journaux concurrents ce qui leur permettra d'aborder les questions de durabilité.

5.6 Médias en ligne

Le manque d'accès à Internet, le faible niveau d'alphabétisation en matière d'utilisation d'Internet et le manque d'infrastructures signifie que le secteur des médias en République centrafricaine est *très peu présent sur la toile*. Certains journalistes tiennent des comptes dans les médias sociaux, et en dépit du fait que certains médias maintiennent des sites web jusqu'à ce jour, ce secteur a très peu évolué.

Il a été estimé qu'il devrait y avoir un programme de formation qui traite des aspects du journalisme en ligne. En outre, il a été suggéré qu'il doit y avoir une réglementation adéquate et équitable en matière d'information en ligne et sur l'information publiée sur les sites web et les blogs.

5.7 Education au journalisme

L'ouverture, il y a cinq ans du département de journalisme à l'Université de Bangui a été saluée comme une avancée positive. Toutefois, le département continue de faire face aux défis de ressources humaines ainsi que des problèmes d'équipements. En outre, il n'existe actuellement aucune structure où les journalistes peuvent recevoir la formation continue, ce qui pourrait être utile dans la gestion des questions de normes déontologiques et des pratiques professionnelles.

A cet égard, il serait important de mettre en place un centre de formation pour les journalistes, peut-être au sein de l'université, qui assurera la formation à long terme. De même, il est important de trouver des voies et moyens de renforcer le département de l'université à travers les équipements et les ressources humaines.

5.8 Associations des médias

Il y a un certain nombre d'associations de médias en RCA certaines mises en place de manière organique et d'autres établies par les opérateurs internationaux. Beaucoup de ces organisations font face à des problèmes de durabilité et de capacité et dépendent des financements des donateurs. Il y a aussi des conflits de leadership et des tensions parmi les dirigeants des associations. Certaines font face aux défis supplémentaires étant donné *qu'elles jouent le rôle de partenaire local pour de nombreux réalisateurs*, ce qui apporte une pression supplémentaire sur l'organisation et provoque également de la tension entre les organisations.

Toutefois, il est évident que la plupart, sinon la totalité, de ces organismes sont importants. Par exemple, l'UJCA s'est positionnée pour s'occuper de l'importante question des faibles salaires et est chargée de faire du lobbying sur cette question.

La Maison de la Presse et des Journalistes (MPJ) devrait servir d'organisation chapeautant les autres pour renforcer la solidarité professionnelle bien que certaines de ses installations ne sont pas utilisées pour l'instant à cause de la présence des militaires sur son espace.

Une autre question qui a été soulevée est celle relative à la nécessité d'avoir une vision claire par rapport à la situation des journalistes afin de pouvoir recenser ceux qui exercent le métier de journaliste. L'analyse de la situation permettrait une meilleure évaluation des besoins individuels et des ressources nécessaires.

Une autre suggestion allait dans le sens de poursuivre des activités qui renforcent les capacités institutionnelles des différents organismes. Par exemple, un des mécanismes pourrait être une sorte de fonds commun accessible aux organisations.

6. Les principaux défis pour l'information et la communication humanitaires

Une partie importante de cette table ronde fut la discussion portant sur l'information et la communication humanitaires en RCA et les défis y afférents. Communication et information humanitaire vise à permettre aux communautés touchées par une catastrophe ou une situation d'urgence complexe d'avoir accès à l'information vitale et équipées d'un dispositif de communication pour informer les autres de leurs besoins et demandes.

Pour beaucoup, le terme « information et communication humanitaires » semblait être nouveau tandis que d'autres l'ont perçu simplement comme un type d'information sans voir la nécessité de la considérer comme une catégorie distincte. A cet égard, il est nécessaire d'assurer le

renforcement des capacités en information humanitaire, en supposant que le niveau de crise en RCA aura besoin d'attention dans l'avenir proche.

Il semble aussi y avoir un manque de relais d'information vers les médias locaux dans la mesure où les organisations humanitaires sont trop focalisées sur les besoins en information et en communication, situation perçue par certains comme étant une politique de « porte fermée ». Il en résulte un retard d'accès aux informations utiles pour les reportages. Il doit y avoir une plus grande ouverture et de la transparence dans les rapports avec les médias. Cependant ce n'est pas possible pour certaines organisations, telles que le CICR en raison de leur mandat et leurs modes de fonctionnement, où « la confidentialité [est garantie] de la neutralité d'action ». Dans le cas du CICR en RCA, l'organisation s'efforce de fournir beaucoup d'informations à la population directement. D'autre part, le CICR organise de nombreuses formations et ateliers pour journalistes, au niveau régional mais aussi local.

L'information est trop peu, trop tard. Cela signifie que certaines informations sont dépassées et donc inutiles; dans le pire des cas, elles peuvent même être contre-productives. Afin d'éviter cela à l'heure actuelle et aussi dans une perspective à long terme, les organisations internationales et locales doivent être plus efficaces en matière de dissémination d'informations.

La situation humanitaire est gravement entravée par les nombreuses rumeurs qui circulent pouvant inciter à plus de violence. Lors de la réunion de Yaoundé, un participant international a déclaré que de nombreuses personnes déplacées le sont en réalité en raison de rumeurs et non à cause de la situation actuelle. Cela souligne davantage l'importance de la transparence, l'accès à l'information fiable en temps réel sur la crise et la situation humanitaire ainsi que les mécanismes qui peuvent répondre rapidement aux rumeurs.

Comme toute autre information d'ailleurs, l'information et la communication humanitaires doivent relever le défi de l'infrastructure (ou de son absence). Avec seulement une poignée de radios qui fonctionnent en réalité, l'information est concentrée à Bangui tenant ainsi de vastes zones du pays dans l'ombre et privant d'informations par conséquent ceux qui ont le plus besoin. Un partenaire d'une ONGI qui a vécu en RCA pendant plusieurs années, notamment à l'extérieur de Bangui, a décrit comment « l'isolement désespéré pourrait être pire que le manque de nourriture ou d'eau ».⁶ Il serait utile de faire une cartographie de l'ensemble du pays en matière des sources d'information. Cela constituerait une base pour de futurs bailleurs de fonds dans l'établissement de 3G ou d'autres voies de communication, des installations de diffusion, ainsi que la nécessité (ou non) de soutenir la distribution de la presse écrite.

Il a été suggéré que des systèmes et / ou des mécanismes soient mis en place pour encourager les échanges et la compréhension mutuelle entre les secteurs humanitaires et médiatiques. Ceux-ci pourraient également aider à renforcer la confiance entre les deux secteurs et à répondre aux problèmes relevés par les journalistes comme étant un manque de fiabilité en matière d'informations humanitaires.

7. Initiatives actuelles et prévues en RCA

Pour le moment, un certain nombre d'opérateurs internationaux travaillent dans le secteur des médias en RCA, parmi eux Radio France Internationale (RFI), la Fondation Hirondelle, l'Institut Panos Europe (IPE), Search for Common Ground (SFCG) et Invisible Children. La plupart de ces organisations (FH, RFI, SFCG) travaillent plus avec la radio en raison de sa portée et moins avec la presse écrite ou la télévision.

⁶ OCHA, "Communications with Affected Communities in CAR: Evaluation Report", February 2014, p.5.

En outre, ils s'associent le plus souvent aux mêmes organisations locales, ce qui tend à mettre trop de pression sur la capacité déjà limitée de ces organisations. Certains ont insisté sur la nécessité d'accroître la coopération et la coordination entre les opérateurs internationaux citant l'état actuel de « polygamie » par laquelle plusieurs opérateurs internationaux collaborent avec la même organisation locale. Cette « polygamie » crée des pressions supplémentaires en étouffant les capacités déjà limitées de ces organisations. Il a également été relevé que cette situation pourrait éventuellement conduire à semer la division au sein de la communauté des médias locaux.

Le manque de soutien au secteur de la presse écrite a essentiellement donné lieu à un manque d'informations pour les élites politiques qui obtiennent leurs informations grâce à la presse écrite malgré le niveau des normes assez bas.

Certaines organisations, notamment l'IPE, ciblent des associations de médias, les organismes de réglementation et l'école de journalisme en plus du travail effectué avec les journalistes. Il y a également des organisations qui commencent à peine à travailler dans le pays, à l'instar de Free Press Unlimited (FPU) et Internews qui pourrait revenir.

En général, les participants de la RCA ont critiqué les internationaux du fait de leur concentration presque exclusivement sur la situation d'urgence et non sur les besoins à long terme qui existent en fait depuis longtemps. La plupart des projets et les bailleurs de fonds sont vus comme n'ayant aucune perspective à long terme.

Les bailleurs de fonds (UE, Nations Unies) commencent à se réunir en vue d'organiser leur réponse à la crise humanitaire en RCA, et définir une stratégie de stabilisation du pays, à l'instar de la réunion des Ministres des Affaires Etrangères Européens du 20 janvier 2014 organisée par l'Union Européenne et le Bureau de coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA).

Cependant, l'on ne pourrait savoir exactement les types de mécanismes qui seront mis en place. Lors d'une réunion à l'Ambassade de France à Bangui le 14 février 2014, un fonds commun a été proposé comme moyen de soutenir les médias. A ce stade, il semble évident que l'afflux des financements sera principalement destiné à répondre aux besoins immédiats découlant de la crise. Pour le moment il est difficile de savoir si une partie de ces financements serait destinée ou affectée aux initiatives à long terme.

8. Recommandations préliminaires – soutien aux médias

Secteur d'intérêt	Défis	Suggestions/recommandations
Cadre législatif et réglementaire	<ul style="list-style-type: none"> » Le Haut Conseil de la Communication (HCC) ne fonctionne pas pour l'instant et manque de légitimité » L'OMCA n'est pas opérationnel et aucun contrôle de contenu des médias n'a lieu en ce moment 	<p>Dans l'immédiat:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Réorganiser et reconstituer le HCC » Assurer l'opérationnalisation de l'OMCA <p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Assurer la synergie et la coopération entre l'OMCA, l'UJCA et le GEPPIC » Rétablir les cartes de presse
Sureté et sécurité	<ul style="list-style-type: none"> » Menaces accrues y compris des tentatives d'assassinat 	<p>Dans l'immédiat:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Les médias ont besoin de dispositifs de protection appropriés � portée de main

	<ul style="list-style-type: none"> » La mobilité et la capacité de voyager afin de couvrir à la fois la crise et de fournir l'information humanitaire gravement entravée » Les journalistes sans dispositifs de protection appropriés et sans aucune formation de couverture dans les environnements hostiles 	<p>pour leurs journalistes</p> <ul style="list-style-type: none"> » Renforcer les capacités en matière de couverture des conflits » La diffusion des manuels sur la couverture des conflits et CSJ (journalisme sensible aux conflits) <p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Mis en place des systèmes de sécurité complets, y compris l'intégration des systèmes de sécurité dans les médias
Radio	<ul style="list-style-type: none"> » Les chaînes des radios pillées ou détruites » Questions de durabilité » Manque d'engagement vis-à-vis des communautés » Instabilité des comités de gestion » Afflux des organisations internationales » Les chaînes de radios professionnelles ont peu d'expérience, alors que leur rôle reste crucial 	<p>Dans l'immédiat:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Rééquiper/reconstruire les chaînes des radios » Renforcer les capacités en matière de couverture des conflits » Assurer la coordination parmi les opérateurs internationaux <p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Rééquiper/reconstruire les chaînes des radios » Engager les comités de gestion et les communautés afin d'inciter un sentiment d'appartenance » Renforcer les capacités de gestion » Mise en place d'un fonds de soutien aux radios
Télévision	<ul style="list-style-type: none"> » Une seule chaîne de télévision (gérée par l'Etat) qui a été pillée 	<p>Dans l'immédiat:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Rééquiper la télévision étatique <p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Elargir le secteur télévisuel
Presse écrite	<ul style="list-style-type: none"> » Peu de régulation » Faible niveau de normes professionnelles et déontologiques 	<p>Dans l'immédiat:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Rétablir le HCC et l'OMCA » S'assurer que les organisations locales ont des bureaux où elles pourront travailler <p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Encourager les internationaux à travailler avec la presse écrite » Œuvrer afin de mettre en place des matériels d'impression efficaces » Sécuriser les exonérations fiscales » Encourager les éditeurs à mutualiser leurs ressources, à coopérer et à fusionner leurs publications
En ligne	<ul style="list-style-type: none"> » Peu de présence sur la toile 	<p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Mettre en place un programme de formation pour le journalisme en ligne » Assurer une réglementation adéquate pour les médias en ligne

Education au journalisme	<ul style="list-style-type: none"> » Manque de ressources humaines » Manque d'équipements » Aucune structure de formation continue pour les journalistes 	<p>Dans l'immédiat:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Améliorer le département de journalisme à l'Université <p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Mettre en place un centre de formation des journalistes » Renforcer les capacités à l'université, peut-être à travers des échanges » Equiper l'université avec le matériel approprié
Associations	<ul style="list-style-type: none"> » Questions de durabilité » Manque de capacités » Les organisations locales en partenariat avec plusieurs internationaux à la fois 	<p>Dans l'immédiat:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Assurer la coordination des internationaux <p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Renforcer les capacités institutionnelles » Revitaliser la Maison de la Presse et de Journalistes » Besoin d'un effort collectif pour trouver des grilles tarifaires
Impact régional	<ul style="list-style-type: none"> » Manque de couverture substantielle et précise à l'intérieur de la sous-région » Manque de travail journalistique transfrontalier 	<p>A long terme:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Travail journalistique transfrontalier » Mise en place des réseaux sous régionaux
Médias - général	<ul style="list-style-type: none"> » Image incomplète du secteur des médias après la crise » Nécessité de mieux comprendre le rôle des médias pendant et après la crise » Crise de confiance entre la presse et les autorités 	<p>dans l'immédiat:</p> <ul style="list-style-type: none"> » Cartographie complète du secteur des médias après la crise et des capacités de chaque organe » Renforcer les capacités des médias en matière de couverture et de traitement des conflits et de la réconciliation » Réunir les membres des médias et les autorités afin de promouvoir le dialogue

Quelques suggestions supplémentaires qui n'étaient pas abordées de manière spécifique lors de la réunion de Yaoundé comprennent la nécessité de renforcer les capacités dans la couverture des élections. Compte tenu de la crise et de la sensibilité actuelle, il pourrait également être utile de mettre en place un réseau de médias qui apportera un soutien dans la couverture des élections. En outre, la formation des journalistes pour couvrir les événements dans un environnement hostile, adaptée au contexte spécifique et aux besoins en RCA, pourrait probablement être utile.

Il est important de noter que ces recommandations sont toutes essentiellement des résultats escomptés. Cependant, les processus par lesquels ceux-ci pourraient être atteints n'ont pas été discutés. Il est important de prendre en compte ces processus en particulier dans le contexte actuel violent et mettant les exécutants, les partenaires locaux et les journalistes dans des situations de risque élevées. Ainsi il doit y avoir des éléments d'évaluation des risques liés à ces processus lorsqu'on envisage la mise en œuvre de nos recommandations. Ceci, en soi, exige de la souplesse, de la créativité et de la capacité à manœuvrer, à agir et à réagir au cours de la mise en œuvre. Il est également important pour les intervenants et les bailleurs de fonds de prendre cela en compte étant donné que des changements seront certainement observés au cours de la mise en œuvre des recommandations devant mener à l'atteinte ses résultats escomptés.

9. Recommandations préliminaires – l'information et la communication humanitaires

Secteur d'intérêt	Défis	Suggestions/recommandations
Accès à l'information	<ul style="list-style-type: none"> » Accès à l'information est difficile et n'est pas souvent fiable » Information est trop peu et/ou trop tard » La situation humanitaire est gravement entravée par des nombreuses rumeurs » Distinction entre l'information et la communication humanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> » Besoin de plus d'ouverture et de transparence dans les rapports avec les médias » Besoin d'accès à l'information en temps réel de la part des organisations humanitaires » Besoin de renforcement des capacités en information humanitaire
Relations avec les organisations humanitaires	<ul style="list-style-type: none"> » L'intégration insuffisante des médias par les humanitaires » Le manque de confiance entre les humanitaires et les médias » La politique de couverture médiatique des actions humanitaires 	<ul style="list-style-type: none"> » Besoin d'une mise en place de mécanismes pour améliorer la communication entre les médias et les organisations humanitaires
Infrastructure	<ul style="list-style-type: none"> » Manque de couverture à l'échelle nationale » Les radios ont été saccagées ou détruites 	<ul style="list-style-type: none"> » Besoin d'une cartographie de l'ensemble du pays en matière de sources d'information

Annexes

Annexe I –Recommandations de Bangui

Suite à la table ronde de Yaoundé, les représentants de IPE, ARC, Radio Ndeke Luka, OMCA, MPJ, RJDH, UJCA, REMASTP, AFPC, SFCG, Radio Centrafrique and Télé-Centrafrique se sont réunis le 17 février 2014 à Bangui. Ils ont proposé des actions spécifiques qui pourraient être mises en œuvre pour donner suite aux recommandations issues de la table ronde de Yaoundé.

Domaines	Défis	Activités possibles	Bénéficiaires	Responsables de mise en œuvre
Au niveau du cadre légal	1. Le renforcement de l'organe de régulation (Haut Conseil de la Communication)	<ul style="list-style-type: none"> - Lobbying des OPM auprès du CNT et des autorités de transition pour finaliser le texte sur la mise en place du HCC - Mettre en place une commission et un calendrier de suivi du processus de mise en place de la nouvelle équipe du HCC - Formation des membres de la nouvelle équipe de régulation - Réhabilitation des infrastructures et dotation en équipement de la nouvelle équipe du HCC 	<p>Les médias centrafricains</p> <p>Idem</p> <p>Membres et personnel du HCC</p> <p>Membres et personnel du HCC + médias</p>	<p>UJC</p> <p>UJC</p> <p>HCC</p>
	2. La poursuite du processus devant aboutir à l'octroi de la carte nationale de presse	<ul style="list-style-type: none"> - Reprise des activités du comité pilotage pour la mise en place de la carte de presse - Lobbying auprès du nouveau ministre de la communication pour accélérer le processus 	Les journalistes et le public	Min. Communication + OMCA
	3. L'insuffisance de l'aide publique à la presse	<ul style="list-style-type: none"> - Lobbying pour rendre opérationnel la commission d'octroi de la subvention - Campagne pour l'application de l'accord de Florence - Relecture du texte régissant la commission d'octroi 	Les médias	MPJ, GEPPIC, ARC, un délégué des médias publics

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

		<p>de la subvention de l'aide publique à la presse de manière à valoriser la centrale d'achat de la MPJ</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagne de sensibilisation sur l'existence de la Centrale d'achat comme mécanisme d'appui aux médias 		
	4. L'anarchie du paysage médiatique de la presse écrite	<ul style="list-style-type: none"> - Rendre opérationnel et viable la centrale d'achat - Fixer des règles et un tarif préférentiel (obliger les bénéficiaires à être) au niveau de la centrale d'achat - Révision et suivi des critères d'octroi d'autorisation de parution et d'exercice de la profession - Mise en place d'un mécanisme de Co régulation entre l'OMCA, HCC, commissions d'attribution de la carte et celle de l'octroi de l'aide publique 	Médias	MPJ, GEPPIC, OMCA
Au niveau du paysage médiatique	5. Le renforcement des organisations professionnelles des médias	<ul style="list-style-type: none"> -Formation à la vie associative -Formation sur la programmation, le suivi-évaluation -Redynamisation des OPM -Formation sur la communication et la négociation - Suivi des résultats du Diagnostic Institutionnel des OPM réalisé en juillet 2013 par IPE 	Toutes les OPM	
	6. Suite à la crise, l'actualisation de la photographie du secteur des médias centrafricains	-Diffuser l'état de l'Etat de lieux des médias établi par IPE et l'actualiser par les réactions des médias	OPM et organes de presse	IPE
	7. La coordination indispensable des	-Rencontres mensuelles de coordination entre l'ARC et ses partenaires internationaux	ARC et ses partenaires	ARC

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

interventions des opérateurs médias et la nécessité de veiller à la capacité d'absorption des acteurs médiatiques locaux	<ul style="list-style-type: none"> -Rencontre de coordination entre les Opérateurs internationaux d'appui aux médias - Elaboration d'un état de lieux des médias publics -Tenue de sessions de planification stratégiques par entité 	Opérateurs et médias Médias publics, Minicom, ONG... Chaque entité (OMP, organe de presse, ..)	Opérateurs Minicom Chaque structure en ce qui la concerne
8. La pérennisation des actions médias (finances, RH) au-delà de la crise et la définition d'une stratégie de sortie	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des acquis - Assurer l'appui financier avant, pendant et après la crise - Création d'une régie de publicitaire - Création d'un fonds d'appui 	Chaque entité en ce qui la concerne Idem Organes de presse, radio et TV Toutes les entités	MPJ/UJCA/ ARC UJCA/ARC/ MINICOM
9. Le manque de confiance entre les professionnels des médias et les autorités induisant une réelle pression sur le secteur	(voir éléments sur le HCC, carte de presse, Centrale d'achat, viabilisation des OPM)		
10. Le manque du respect envers la profession de journaliste	Idem		
11. Les médiocres conditions de travail (salaires, mobilité, équipement...) entravant	<ul style="list-style-type: none"> - Campagne pour l'adoption du statut particulier du journaliste du public et la convention collective pour les médias privés - Renforcement des capacités managériales des 	Les journalistes du public et du privé Les responsables des	UJCA ARC/MPJ

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

	la qualité de l'information et la stabilité du secteur	responsables des médias - Révision du programme de formation Département de journalisme à l'Université de Bangui (Intégration des cours du management des médias) - Création d'un centre de Perfectionnement	médias Etudiants en journalisme Journalistes	Département des Sciences de l'information et de la communication de l'Université de Bangui (DSIC)
	12. La place de la communauté au cœur des médias communautaires (est à revaloriser)	- Appui à la création et au renforcement capacités des clubs d'écoute ou société d'auditeurs - Etudes d'audience (MARF, Focus group,...) - Mettre en place des mécanismes de feedback (Associer les auditeurs dans les sessions de définition et d'évaluation des grilles de programme,...)	Les radios Les radios et la presse écrite Les médias et leurs publics	ARC RJDH Chaque média
	13. Le rôle des médias dans la prévention des conflits et leur comportement pendant et après la crise	- Formation thématiques sur le journalisme sensible aux conflits - Campagne de vulgarisation du code de déontologie - Formation des rédacteurs en chef sur le code de déontologie	Les médias et leurs journalistes	ARC, UJCA, HCC, OMCA, ...
	14. La revitalisation de lieux fédérateurs (ex : Maison de la presse et des journalistes) pour renforcer la confiance et la solidarité professionnelle	- Voir centrale d'achat, carte de presse) - Organisation des conférences et café de presse hebdomadaires à la MPJ - Installation du Siège de l'ARC à la MPJ (avec Centre de Maintenance + Studio – Ecole)		MPJ /MINICOM/ OMCA /GEPPIC MPJ ARC/MPJ
Au niveau des entreprises de presse,	15. La sécurité des journalistes (accès à des	- Dotation d'un kit de protection	Les rédactions	UJCA /MPJ /OMCA

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

du traitement de l'information et de la formation professionnelle	gilets pare-balle)	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre en place un mécanisme d'alerte - Formation sur la déontologie - Renforcer la flotte téléphonique de l'ARC et l'élargir à tous les journalistes - Renforcement de la relation entre la presse centrafricaine et RSF, JED, FIDH, FIJ - Vulgarisation des manuels sur la sécurité de journaliste en période de crise 		
	16. Le manque d'accès à l'information en temps réel	<ul style="list-style-type: none"> -Formation sur le journalisme d'investigation -Etablir des synergies avec des médias internationaux -Création d'un centre de partage d'information -Sensibilisation et Campagne contre le journalisme « Gombo » 	Les rédactions	MPJ/UJCA/ARC/OMCA/ GEPPIC
	17. La faible mobilité des journalistes et la difficulté d'assurer une couverture médiatique à l'extérieur de Bangui	<ul style="list-style-type: none"> - Création d'un centre de partage d'information - Appui en équipement (émetteur, connexion internet, flotte téléphonique, motos, véhicules, ...) - Formation des techniciens 	Les rédactions	MPJ /ARC/UJCA et chaque média
	18. La faible pratique journalistique pour assurer la couverture d'un conflit	<ul style="list-style-type: none"> - Voir Formation journalisme sensible aux conflits 		
	19. La formation initiale du Département de	<ul style="list-style-type: none"> - Appui au DSIC 	Etudiants en journalisme	DSIC/MPJ /GEPPIC

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

	journalisme de l'Université de Bangui (manque de professeurs, d'équipements, de financements)	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer auprès du Ministère de l'éducation et de l'UNESCO - Synergie entre le DSIC et les OPM 		
	20. Le renforcement des capacités journalistiques (tout support média confondu), techniques et managériales ainsi que la formation continue	<ul style="list-style-type: none"> - Voir Formation Management et technique 		
	21. L'appui à la production d'information en période de crise	<ul style="list-style-type: none"> - Plaidoyer pour obtenir des fonds d'appui à la production - Synergie des médias pour la paix (Radio et Presse écrite, ...) - Monter des dossiers et négocier de financement 	Les médias et le public	ARC/UJCA/RJDH/AF PC...
	22. Le manque de coordination des médias pour définir un plan tarifaire publicitaire	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une Régie publicitaire - Création d'un mécanisme de régulation de la publicité 	Medias	MPJ/GEPPIC/ARC
	23. Absence de stratégie pour la gestion de publireportage	<ul style="list-style-type: none"> - Voir Formation en management des médias et Régie publicitaire 		
	24. La fragilité	<ul style="list-style-type: none"> - Session stratégique au niveau de chaque média + 		

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

	économique des médias	Régie publicitaire		
	25. La réhabilitation des médias victimes de pillages	-Création d'un fonds d'appui à la réhabilitation des médias		
	26. L'impression des différents titres de la presse écrite	Voir Centrale d'achat et création d'une imprimerie	Presse écrite	MPJ/GEPPIC
	27. L'importance de l'implication des médias régionaux dans la couverture de la crise centrafricaine	<ul style="list-style-type: none"> - Synergie avec les médias des pays voisins - Sessions de reportage conjoint - Appui à création d'un mécanisme de partage d'info avec les médias des provinces et des pays voisin - Appui à l'ACAP (Agence Centrafrique Presse) /Formation des journalistes agenciers 	UJCA/ARC/MPJ/ chaque média	IPE ??

Recommandations pour l'information et la communication humanitaires

<i>Au niveau de l'Accès à l'information et de la coordination</i>	1. L'accès difficile et la fiabilité des informations, la gestion de la confidentialité et de la rumeur	- Voir Journalisme sensible aux conflits - Journalisme d'investigation	Les rédactions	RJDH/MPJ/ chaque média
	2. La distinction entre l'information et la communication humanitaire	- Formation sur le concept « information et communication humanitaire » - Café média et ONG	Les rédactions	RJDH/MPJ/ chaque média
	3. L'intégration insuffisante des médias par les humanitaires	- Définition des mécanismes de collaboration entre les médias et les organisations humanitaires	Les rédactions	RJDH/MPJ/ chaque média
	4. La fiabilité des informations humanitaires	Idem		
	5. Le manque de confiance entre les humanitaires les médias	Idem		
<i>Au niveau de la Couverture</i>	6. L'absence de couverture médiatique nationale	-Messagerie pour la presse écrite - Organisation des reportages conjoints dans les provinces soutenues par les ONG et le gouvernement		
	7. L'accès à l'information en temps réel	- Formation sur le concept « info humanitaire + Elaboration d'un guide sur le traitement de l'info humanitaire - Formation des chargés de communication des ministères et institutions publiques		
	8. La politique des couvertures médiatiques des actions humanitaires			

Annexe II – Organisations internationales actives dans le secteur médiatique en RCA

Organisation	Secteur(s) d'intervention/ groupe(s) cible	Projets/Activités	Réponse à la crise?	Partenaire local
Internews Contact: Jacobo Quintanillo jqintanilla@internews.org	Radio Information et communication humanitaires	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer un dispositif de correspondants communautaires - Développer le journalisme citoyen - Construire et reconstruire des radios communautaires - Distribution de 1000 radios - Acquisition d'une unité de radiodiffusion mobile déployée dans les zones sans couverture radio - Mettre en place un flux d'information entre les médias et les agences humanitaires - Renforcer le centre de coordination RJDH - Développer la carte crise - Mettre en place un studio pour les productions ayant trait à l'humanitaire (à la disposition des ONG) au sein du RJDH - Renforcer les capacités des journalistes à communiquer avec précision sur la crise humanitaire et sur la situation politique 	Oui. Focaliser sur les infos humanitaires. Démarrage du projet en février 2014	RJDH

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

<p>Fondation Hironnelle (FH)</p> <p>Contact: Dario Baroni dbaroni@hironnelle.org</p>	<p>Radio Ndeke Luka</p>	<p>Fin 2013, FH a bénéficié de l'instrument de stabilité de l'UE pour mener les activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un studio pour l'ARC à la MPJ - Formation pour journalistes - Disponibilité d'un technicien ambulancier - Production d'un bloc d'information nationale de 40 minutes/jour mis à la disposition des radios partenaires. Elles seront rémunérées pour la diffusion. 	<p>A effectué une évaluation préliminaire décembre 2013</p>	<p>ARC MPJ</p>
<p>Radio France Internationale (RFI)</p> <p>Contact: Bernard Chenaud bcd@cfi.fr</p>	<p>Radios communautaires</p>	<p>RFI est en RCA depuis 2006. A l'époque le constat était que seul 1/3 du pays était couvert par les ondes.</p> <p>Divers programmes ont été réalisés depuis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Formation en management des médias - Mise en place d'un système de diffusion via la téléphonie mobile - Renforcement de la radio nationale + équipement émetteur - Programme médias sur la Thématique DH : droits de la femme via des cellules de production - Projet Radios de proximité (48 mois) : montage de 3 radios dans des zones peu couvertes (Bangassou, Alindao et Bayanga). En partenariat avec le WWF. 	<p>Pas prévu.</p>	<p>ARC WWF Allemagne ONG Echelle; Associé : Electriciens sans Frontières</p>
<p>Institut Panos Europe (IPE)</p> <p>Contacts: Pierre Martinot pierre.martinot@panoseurope.org Pascal Chirha pascal.chirha@panoseurope.org</p>	<p>Médias Organisations professionnelles des médias Instances de régulation et d'autorégulation des médias</p>	<p>Depuis 2008, sur fonds UE, Cordaid et Ambassade de France, IPE met en œuvre différents projets médias dont le Projet d'Appui aux Médias Centrafricains (PAMCA).</p> <p>Il s'agit d'un projet média transversal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Législation et régulation : Appui au HCC - Structuration du monde professionnel : renforcement de la MPJ, OMCA, AFPC, REMASTP - Renforcement des entreprises de presse et professionnalisation des journalistes : appui au Département Journalisme de l'Université de Bangui avec la production du journal-école « Kongo Ti Doli » ; production du « Journal des Elections » 	<p>Non</p>	<p>ARC RJDH MPJ UJCA HCC OMCA</p>

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

		- Action concertée entre médias/société civile/autorités notamment via la production périodique de « Synergies des médias ».		
Free Press Unlimited (FPU) Contact: <i>Leon Van Den Boogerd</i> vandenboogerd@freepressunlimited.org	Radio	Projet de 3 années pour renforcer les médias dans la prévention des conflits. Commence mars 2014. - Équipements - Formation journalistique - Formation en gestion & marketing - Renforcement de l'ARC	Pas prévue	ARC
Search for Common Ground (SFCG) Contact: <i>Thomas Paul Banze</i> tpaulbanze@sfcg.org	Radio	Soutenir les radios de Rafai, Zemio and Obo et celles mises en place par l'ONG Invisible Children.	En train de chercher des fonds pour répondre à la crise via un soutien aux radios de Bangui et Bossangoa. Une partie des fonds a déjà été trouvée.	Invisible Children
Invisible Children Contact: <i>Guillaume Cailleaux</i> <i>gcailleaux@invisiblechildren.com</i>	Radio	Invisible Children met en œuvre des actions visant à sensibiliser la population aux activités de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA). Dans le cadre de ces efforts, Invisible Children soutient une radio à Zorobo dans le sud-est du pays.	??	SFCG
Voice of America/BBG Contact: <i>Kathryn Neeper</i> <i>kneeper@bbg.gov</i>	Radio	- VOA a augmenté le nombre de bulletins de nouvelles mises à jour horaires - Diffusion de messages humanitaires et de consolidation de la paix et de messages d'intérêt public dans le flux de Bangui - Produiront un contenu additionnel en Sango - Amélioration de la messagerie texte et services IVR (serveur vocal interactif) pour la région. A développé l'application mobile « Symbian » qui fournit des actualités multimédias (photo, son, texte et vidéo).	Oui	n/a
Reporters sans Frontières (RSF) Contact: <i>Clea Kahn-Sriber</i> mailto:afrique@rsf.org	Plaidoyer pour le droit à l'information	RSF effectue un travail de plaidoyer international, via son site internet, ses communiqués, ses interventions dans les médias ou aux Nations unies.	Pas spécifiquement. Continuera à surveiller comme toujours.	n/a

Annexe III – Agenda

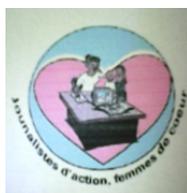


Table ronde

« La crise en Centrafrique : les médias face à leurs responsabilités »

Prestige Hôtel, Yaoundé du 05 au 06 février 2014

Mercredi 05 février 2014

- 09h00 - 10h00 : Introduction
Modérateur : Carole Yamelong (JAFEC)
- Cérémonie d'ouverture Officielle
 - Mot d'ouverture de la présidente de JAFEC
 - Présentation du contexte (enjeux de la crise et responsabilités des médias de la sous-région de l'Afrique Centrale) et des objectifs de la session par les représentants d'International Media Support (IMS) et de l'Institut Panos Europe (IPE)
 - Cocktail et retrait des officiels
 - Présentation des participants + Méthodologie : Pascal Chirha (IPE) et Michelle Betz (IMS)
- 10h00 - 12h 00 : Atelier 1 : La situation actuelle des médias centrafricains
- Présentation de la situation et cartographie des médias : ARC (Jean – Ignace Manengou) et UJCA (Maka Gbossokoto) et AFPC (Chantal Pani)
 - Etat des lieux de l'information humanitaire : Radio Ndeke Luka (Ali Syllas) et ARC (Jean – Ignace Manengou)
- 12h00 – 13h00 : Atelier 2 : Situation humanitaire en RCA: besoin du public en information et communication : forces et faiblesses des médias.
Modérateur : Pascal Chirha (IPE)
Intervenants : Thierry Khondé (Réseau des journalistes des Droits de l'homme / RJDH), Cameroon Tribune (média public d'information camerounais), Sarah Zagoury (CICR)
- 13h00 – 14h00 : Pause – Repas
- 14h00 – 15h00 : Atelier 3 : Impact de la crise dans la sous-région : point de vue du secteur médiatique
Modérateur : Cléa Kahn-Sriber (RSF)
Intervenants : Press Eco/Cameroun, REMASTP/RCA (Momet Mathurin), BINUCA, RSF (Cléa Kahn-Sriber), RFI (Bernard Chenuaud), CICR (Sarah Zagoury)
- 15h00 – 16h30 : Atelier 4 : Initiatives internationales d'appui aux médias de RCA
Modérateur : Michelle Betz

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

Intervenants : FPU, FH, RFI, IPE, SFGC, Internews

16h30 – 16h45 : Synthèse de la journée (Michelle Betz)

Jeudi 06 février 2014

9h00 – 9h30 : Rappel synthèse de la première journée (Pierre Martinot)

9h30 – 11h00 : Atelier 5 : Perspectives pour le développement et le renforcement des capacités des médias en RCA et dans la sous-région : enjeux, actions prioritaires et solutions
Modérateur : Pierre Martinot (IPE)
Intervenants : ARC, Réseau des Médias pour le Développement (RMD Cameroun), GEPPIC, UJCA

11h00 – 11h15 : Pause-Café

11h15 – 12h30 : Suite atelier 5 : Modérateur : Pierre Martinot (IPE)

12h30 – 13h30 : Repas

13h30 – 14h30 : Atelier 6 : Perspectives sur l'information et communication sur la situation humanitaire : enjeux, actions prioritaires et solutions
Modérateur : Suzanne Moll (IMS)
Intervenants : UFP (Cameroun), FH (Dario Baroni), RJDH (Thierry Khonde), OCHA, CICR

15h30 – 16h30 : Formulation des priorités, des recommandations et perspectives de coordination
Modérateur : Pascal Chirha

16h30 – 17h00 : Clôture des travaux : JAFE

Annexe IV - Liste des invités

Organisation	Nom	Prénom	Position	Email
Haut Conseil de la Communication (HCC)	SAKANOT	Fernande	Vice - Président	sackanot@yahoo.fr
Association des radios communautaires (ARC)	MANENGOU	Jean-Ignace	Président	jeanignacemanengou@yahoo.fr
Réseau des Journalistes pour les Droits de l'homme (RJDH)	KHONDE	Thierry	Coordonnateur Principal	T.Khonde@rjdh-rca.net
Radio Ndeke Luka (RNL)	SYLLAS	Ali	Rédacteur en Chef	sylpanik@yahoo.fr
Observatoire des Médias Centrafricains (OMCA)	DEBATO II	Pierre	Président	pierredebato@yahoo.fr
Maison de la Presse et des Journalistes (MPJ)	GAMOU	Célestin David	Administrateur	gamoucelestin@yahoo.fr,
Union des journalistes centrafricains (UJCA)	GBOSSOKOTTO	Maka	Président	tdlc@yahoo.fr
Association des femmes professionnelles de la communication (AFPC)	PANI	Chantal	Présidente	panichantal@yahoo.fr
Groupement des éditeurs de presse indépendants/privés	MOKWAPI	Marcel	Président	mokwapi@yahoo.fr
Réseau des médias africains pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (REMASTP)	MOMET	Mathurin	Président	mometmathurin@yahoo.fr
Institut Panos Europe (IPE)	MAINA	Farissa	Responsable Administrative et Financière	farissa.maina@panoseurope.org
Institut Panos Europe (IPE)	NDOUBA BERET	Simon Pierre	Chargé de Projet	spndouba@yahoo.fr Simon-pierre.ndouba@panoseurope.org
Institut Panos Europe (IPE)	CHIRHALWIRWA	Pascal	Coordinateur national de l'IPE en RCA	pascal.chirha@panoseurope.org
Institut Panos Europe (IPE)	MARTINOT	Pierre	Responsable des programmes Afrique	pierre.martinot@panoseurope.org

International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)
Soutenir les médias, l'information et la communication humanitaires en cas d'urgence complexe

			centrale	
Fondation Hironnelle	BARONI	Dario	Chef de Projet	DBaroni@hironnelle.org
Free Press Unlimited	LEON VAN DEN BOOGERD	Léon	Chef de Projet	vandenboogerd@freepressunlimited.org
Reporters sans Frontières (RSF)	KAHN-SRIBER	Cléa	Responsable Afrique	afrique@rsf.org
International Media Support (IMS)	BETZ	Michelle	Consultante	mb@i-m-s.dk
International Media Support (IMS)	RASMUSSEN	Finn	Responsable	fr@i-m-s.dk
International Media Support (IMS)	MOLL	Suzanne	Media Advisor	smo@i-m-s.dk
Journalistes d'Action, Femmes de Cœur (JAFEC)	FANKAM	Jeanine	Présidente	nkamguika@yahoo.fr
Réseau des Médias pour le Développement (RMD)	NWANOCHI	Charles	Secrétaire Général	
Press Eco	BAMBOU	François	Président	
Union de la presse Francophone (UPF)	BIHINA	Aimé Robert	Président	
Union des Journalistes du Cameroun	NTA'A BITANG		Vice - Président	ntaabitang@yahoo.fr
Cameroon Tribune	EBOA	Paul		
RFI/CFI	CHENUAUD	Bernard	Directeur Adjoint Programme Afrique CFI	Bernard.CHENUAUD@rfi.fr bcd@cfi.fr (as of March 1, 2014)
BINUCA	IKAVI	Uwolowulakana	Chef de section Communication	ikavi@un.org
JAFEC	YEMELONG	Carole		Carole.yemelong@yahoo.fr
CICR	ZAGOURY	Sarah	Déléguée régionale	szagoury@icrc.org



Connect with International Media Support (IMS):

www.facebook.com/InternationalMediaSupport

www.twitter.com/forfreemedia

www.internationalmediasupport.org



Connect with Institut Panos Europe (IPE):

52, La Canebière – 13 001 Marseille – France

www.twitter.com/panoseurope

<http://www.panoseurope.org/>

© International Media Support (IMS) – Institut Panos Europe (IPE)

Any reproduction, modification, publication, transmission, transfer, sale distribution, display or exploitation of this information, in any form or by any means, or its storage in a retrieval system, whether in whole or in part, without the express written permission of the individual copyright holder is prohibited.

Second edition: March 2014

Cover photo: An internally displaced man walks through the grounds of Ecole L'iberte, an IDP camp in the town of Bossangoa December 17, 2013. Photo: UNCHR / S. Phelps